



DECLARATION UNSA

CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'UNIVERSITE de BOURGOGNE DU 10 JUILLET 2017

Notre organisation a toujours été et restera force de proposition dans les instances.

La situation des universités ne s'est pas dégradée en une seule année

il s'agit **d'une question nationale** et l'UNSA œuvre en amont pour que les universités puissent remplir leurs missions d'enseignement et de recherche avec les moyens indispensables tant humains que budgétaires.

Sans méconnaître la nécessité de réorganisations structurelles en interne et d'économies potentielles, **le problème de fond demeure** : quelles universités veut-on pour les générations futures dans le contexte international actuel ?

Notre université, qui en est au stade de l'élaboration du Plan de Retour à l'équilibre (PRE), propose essentiellement des mesures d'économie au détriment des personnels :

Malgré une phase de consultation des organisations syndicales de quelques jours suivie d'un nouveau projet de PRE dont les mesures se sont aggravées entre temps, le seul moment de discussion a eu lieu lors du dernier comité technique du 27 juin.

Nous parlons de **DISCUSSION** et non de **DIALOGUE SOCIAL**, car les réponses obtenues sur les critères de choix qui ont conduit à certains chiffres nous ont laissé un goût amer :

- sous prétexte de baisse de masse salariale, 40 à 80% de réduction des « primes de fin d'année » pour les personnels Biatss, 22 % sur les primes d'encadrement ou 5% sur les PRP-PCA, ont été inscrites dans le PRE parce que ces mesures sont significatives en terme de montant : 359 509 € d'économie réalisée; comparé aux frais de réception qui ne baisseraient que de 5% et dont le volume global représente 480 000 € du budget de l'université !
- les gels de postes BIATSS et enseignants alors qu'il est reconnu que les BIATSS sont en sous-effectif à l'UB; et que ces postes gelés ne seront pas tous pourvus par des contractuels
- La réduction de la qualité de formation des personnels
- La dégradation du dispositif de suppléance qui ne ferait qu'aggraver la situation actuelle dans les services ;

Et bien d'autres dispositions d'économie injustes parce que des choix n'ont pas été faits en temps utile, tels que des rapprochements en terme de formation avec l'université de Franche-Comté ou des participations symboliques de TOUTE la communauté universitaire, mais écartés parce que « politiquement incorrects ».

L'UNSA ne cautionnera jamais des économies effectuées au détriment des personnels et refuse qu'ils soient considérés comme une variable d'ajustement budgétaire.

Les représentants élus UNSA